

La Bulgarie adopte l'euro : risques et avantages pour la zone euro

Marie Viennot, Podcast « Le journal de l'éco », France Culture, 1^{er} janvier 2026.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-journal-de-l-eco/la-bulgarie-adopte-l-euro-risques-et-avantages-pour-la-zone-euro-6320285>

Exploitation pédagogique

1. Quel événement économique majeur a eu lieu le 1^{er} janvier 2026 en Bulgarie ?
2. Quels critères la Bulgarie a-t-elle dû respecter pour entrer dans la zone euro ?
3. Quels sont les avantages liés à une adhésion à la zone euro ?
4. Quels risques cette intégration comporte-t-elle pour la zone euro ?
5. Comment fonctionne la gouvernance de la zone euro et quel rôle la Bulgarie pourra-t-elle y jouer ?
6. Tous les pays de l'UE sont-ils obligés de rejoindre l'euro ? Pourquoi certains tardent-ils ?

Corrigé

1. Le 1^{er} janvier 2026, la Bulgarie a adopté l'euro comme monnaie officielle (à la place du lev), devenant ainsi le 21^e pays membre de la zone euro (sur les 27 pays que compte l'Union européenne). Pendant un mois, les deux monnaies coexisteront, avec un taux de conversion fixé à 1 euro = 1,96 lev. Cet événement marque l'aboutissement d'un processus de convergence amorcé depuis plusieurs années.
2. Pour rentrer dans la zone euro, la Bulgarie a dû satisfaire aux fameux « critères de convergence » fixés par l'Union européenne. Avec un faible niveau de déficit public (2,2 %) et une dette publique inférieure à 20 % du PIB, elle a finalement pu prétendre intégrer la zone euro. Ces critères de convergence visent à garantir la stabilité macroéconomique des pays membres de la zone.
3. L'adhésion à la zone euro peut être tout d'abord perçue comme un signe de stabilité économique. Cette adhésion renforce par ailleurs l'ancrage du pays dans l'Union. Enfin, l'utilisation de l'euro facilite les échanges commerciaux avec les autres pays membres de la zone et facilite les investissements dans le pays, ce qui est potentiellement source de croissance économique.
4. Les principaux risques évoqués sont liés à la corruption, répandue en Bulgarie, et au non-respect potentiel de l'État de droit. Ces faiblesses pourraient notamment favoriser des flux financiers illégaux (comme le financement du terrorisme) ou du blanchiment d'argent. Toutefois, la BCE pourra désormais renforcer sa surveillance des banques bulgares. L'adhésion implique en outre un alignement sur les règles européennes en matière de lutte contre ces pratiques frauduleuses.
5. Chaque pays membre dispose d'une voix au Conseil des gouverneurs de la BCE, peu importe sa taille. L'arrivée de la Bulgarie en tant que 21^e membre pourrait jouer un rôle marginal

dans les décisions prises par cette instance. Ainsi, en cas de vote très serré (sur le niveau des taux directeurs par exemple), elle pourrait potentiellement faire basculer une décision.

6. En théorie, tous les pays de l'UE (sauf le Danemark, qui dispose d'une dérogation) sont tenus d'adopter l'euro. Cependant, certains pays (comme la Pologne, la Hongrie ou la Suède) tardent à le faire, soit pour des raisons économiques (volonté de conserver la possibilité de décider de leur propre politique monétaire), soit pour des raisons politiques (affirmation de la souveraineté nationale et identité propre à travers la maîtrise d'une monnaie nationale).